

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1911.

Proposition de loi complétant le Code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le 22 mars 1902, l'honorable M. Félix Cambier, député de Gand, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi appliquant intégralement la représentation proportionnelle aux élections législatives.

Il s'agissait de « compléter l'œuvre commencée par la loi du 29 décembre 1899 et de faire que le Parlement soit réellement une juste et exacte représentation du corps électoral ».

« Notre régime électoral, disait M. Cambier, est resté dans une large » mesure improportionnel et la réforme des abus anciens n'est encore qu'à » moitié faite; pour l'achever et la compléter nous proposons d'appliquer » aux élections législatives l'ingénieuse formule que notre collègue M. Van » dewalle a préconisée pour les élections provinciales; cette formule donne » des résultats d'une rigoureuse exactitude; elle a été approuvée par le » comité de l'Association réformatrice pour la représentation proportionnelle, » association qui est étrangère aux questions de parti et qui se borne à » étudier au point de vue spéculatif les mérites des systèmes électoraux qui » lui sont soumis. »

Depuis le dépôt de la proposition Cambier, neuf années se sont écoulées et l'expérience de cinq élections est venue accentuer l'opportunité et l'urgence de la réforme.

Chaque nouvelle épreuve a soulevé des critiques nouvelles, des protestations toujours plus énergiques, au fond toujours les mêmes, car elles se sont chaque fois appuyées sur des chiffres dont personne n'a pu contester la force probante.

A cinq reprises, le résultat du scrutin nous a montré les rênes gouvernementales aux mains de la minorité : il n'y a pas à nier ce qui est mathématiquement établi et à l'heure actuelle dans tous les milieux se rencontrent des esprits indépendants qui, sans autre souci que l'intérêt de la nation,

appellent de leurs vœux sincères la réforme juste et équitable qui doit assurer au pays sa représentation exacte et remettre le pouvoir à la véritable majorité.

Nous pensons que le moment est venu de reprendre la proposition de M. Cambier et de vous représenter notre formule en mettant à profit l'expérience acquise.

La formule a rencontré dans ces derniers temps des sympathies éclairées même dans les groupes où tout d'abord elle n'avait été accueillie qu'avec une prudente réserve.

La section centrale chargée d'examiner notre dernière proposition concernant les élections provinciales, tout en écartant la circonscription unique, que nous avons proposée, a réuni une majorité favorable à la réforme et adopté le principe de notre travail.

C'est le moment de rendre hommage à notre honorable collègue M. Mechelynck, qui a défendu le système avec talent et ténacité et qui en a montré le mécanisme ingénieux par de très intéressants tableaux méthodiquement coordonnés.

L'idée a fait du chemin; elle est en bonne voie de conquérir la composition des conseils provinciaux.

Mais si notre système peut s'adapter aux élections provinciales, *a fortiori* doit-il s'appliquer aux élections législatives.

M. Cambier nous paraît avoir été bien inspiré lorsqu'il a voulu donner à notre méthode de répartition proportionnelle l'extension la plus large, en l'appliquant à l'ensemble des circonscriptions du pays dont les mandats doivent être simultanément renouvelés.

Il aboutit ainsi au minimum de déchet et au maximum d'exactitude dans la représentation nationale.

Evidemment, cette solution est la meilleure et la plus logique, et le jour où elle sera soumise à la Chambre, nous lui donnerons sans hésitation nos sympathiques préférences.

Cependant, d'une part, il y a des partisans sincères de la représentation proportionnelle intégrale qui voudraient bien nous suivre, mais qui s'arrêtent devant l'obstacle qu'ils croient apercevoir dans l'article 48 de la Constitution.

Cet article porte en effet que la constitution des collèges électoraux est *pour chaque province* réglée par la loi.

L'obstacle constitutionnel ne nous paraît pas infranchissable, et M. Cambier a raison lorsque, dans les développements de son texte, il nous montre qu'il n'y a pas à en tenir compte. Mais il reste toujours de ce côté des résistances à vaincre...

Et, d'autre part, un grand nombre de nos amis nous ont engagé à rédiger le texte que nous avons l'honneur de vous soumettre et qui limite l'application de notre méthode aux circonscriptions provinciales.

Nous avons voulu leur donner satisfaction, et si nous ne vous soumettons notre nouvelle proposition de loi qu'en ordre subsidiaire, c'est avec le légitime espoir de la voir aboutir.

*Le problème posé.
L'agrandissement des circonscriptions.*

Lorsque l'on cherche le remède au mal dont souffre notre système électoral, celui qui se présente tout d'abord c'est l'agrandissement des circonscriptions.

La répartition des mandats s'opérant sur des chiffres électoraux plus élevés et dans des ressorts plus étendus aboutit évidemment à un partage plus exact et plus juste, mais ne suffit point à résoudre complètement le problème qui se pose.

Nous ne saurions d'ailleurs bouleverser les divisions régionales actuelles sans créer de graves conflits et sans rencontrer les sérieux inconvénients que nous vous avons déjà signalés (1).

Nous pensons qu'il faut laisser au corps électoral local le choix direct de ses mandataires qui sont les mieux à même de comprendre ses besoins et ses aspirations. Mais nous disons aussi que tout en respectant ces divisions il ne faut pas négliger les intérêts généraux du pays, et pour les garantir qu'il faut faire rayonner le salubre principe de la représentation proportionnelle au delà des limites étroites des circonscriptions actuelles.

Il faut, en d'autres termes, répartir les mandats de députés entre les diverses nuances de l'opinion publique, équitablement, sur la base de leur puissance effective, telle qu'elle se manifeste par les chiffres du scrutin et de manière que l'exacte proportion soit respectée aussi bien parmi les adhérents locaux des partis politiques que parmi ces partis eux-mêmes partout où ils se disputent le pouvoir, dans les circonscriptions régionales comme dans toute l'étendue de la grande circonscription provinciale ou nationale.

Si c'est bien dans cette direction-là que vous désirez trouver la solution du problème, nous sommes convaincus que vous devez nécessairement aboutir à notre formule.

Base du système.

Il faut donc créer une circonscription électorale très étendue, assez vaste pour que l'application du principe proportionnaliste n'y rencontre pas d'entraves.

Pour que la distribution des mandats soit vraiment juste, équitable, conforme à la véritable pensée du corps électoral exprimée par le scrutin, il faut que la répartition générale donne à chaque parti politique, à chaque groupement fédéré ou isolé une représentation exactement proportionnée à sa réelle force électorale et que le nombre de sièges attribués à chacun de ces groupes dans chaque arrondissement soit aussi proportionné à sa force électorale locale.

Voilà le résultat auquel il faut aboutir. Pour y arriver il faut évidemment

(1) Voir les développements de notre proposition de loi concernant les élections provinciales.

établir en chiffres, d'une part la force électorale locale de chaque liste et d'autre part le chiffre électoral général de chaque groupe fédéré et faire manœuvrer le mécanisme proportionnel dans un double sens, de manière à le faire appuyer sur l'une et l'autre base.

Il faut répartir l'ensemble des sièges à conférer proportionnellement entre les divers partis politiques selon leur chiffre électoral général et lorsque nous connaissons le nombre de sièges revenant à chaque groupe, il faut distribuer ces sièges entre les diverses circonscriptions où il a pris part à la lutte, proportionnellement, en s'appuyant sur la force électorale que le groupe représente dans chacune de ces circonscriptions divisionnaires.

Le calcul basé sur ce principe aboutirait déjà à une répartition rigoureusement exacte. Mais voulant faire une concession à l'autonomie régionale, nous avons complété notre règle par la disposition que voici :

« Lorsque le nombre fractionnaire qui indique la force électorale locale d'un groupe renferme une ou plusieurs unités, ces unités sont chacune l'équivalent d'un siège et l'on peut par conséquent tout de suite proclamer l'attribution d'autant de mandats à la liste locale que le nombre fractionnaire de cette liste contient d'unités. »

Ces mandats attribués d'emblée viendront en déduction de ce qui reviendra au groupe.

Notre formule n'est pas une inconnue pour vous.

Nous pourrions nous borner à vous renvoyer aux développements de nos précédentes propositions. Mais cette formule nous semble avoir des droits si incontestables à votre bienveillance et la réforme qu'elle vise nous apparaît comme si légitime et si salutaire, que nous pensons faire œuvre toujours utile en vous la montrant sous cet aspect nouveau que va lui donner la division provinciale que nous avons subsidiairement adoptée.

La formule.

M. Mechelynck l'a fait justement remarquer : notre système ne comporte aucune modification ni dans la forme du bulletin électoral, ni dans la manière pour l'électeur d'exprimer son vote.

Voici tout simplement le changement dont l'électeur va s'apercevoir :

I. — Lors de chaque renouvellement par moitié et lors de chaque renouvellement intégral des Chambres ou de l'une d'elles, le premier bureau de chef-lieu de la province fonctionne comme bureau central pour la répartition complémentaire des sièges dont il sera ci-après parlé.

Les candidats présentés dans les divers arrondissements d'une même province ont le droit de déclarer qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral.

Notre texte indique d'ailleurs les mesures qui règlent la remise de la déclaration au président du bureau central et la publication par affiches des listes collectives dans toutes les communes de l'arrondissement.

Après cela, les électeurs votent comme ils ont l'habitude de le faire : le bulletin qu'ils reçoivent pour y exprimer leur vote ne contient que les seuls noms des candidats de l'arrondissement et pendant toute la durée du vote et du dépouillement les opérations se font exactement de la même manière que sous le régime actuel.

Ce n'est qu'après le dépouillement et lorsqu'il s'agit de proclamer le résultat du scrutin que viennent les modifications que nous proposons et que nous allons brièvement rappeler.

II. — *Le chiffre répartiteur local représente pour l'arrondissement l'unité de mesure; on l'obtient en divisant le total des votes valablement émis dans l'arrondissement par le nombre de sièges à y conférer.*

Lorsqu'on divise par ce répartiteur le chiffre électoral d'une liste, on obtient son quotient électoral qui exprime exactement la force électorale qu'elle représente dans la circonscription.

Ce sera une fraction ou un nombre fractionnaire, rarement un nombre entier.

Chaque unité de ce quotient vaut incontestablement un siège et il n'y a aucune raison pour ne pas le reconnaître de suite, c'est-à-dire immédiatement après le dépouillement qui se fait le jour de l'élection par le bureau siégeant au chef-lieu de l'arrondissement.

Il y aura donc autant de sièges définitivement acquis à chaque liste que son quotient renferme d'unités.

Appliquons cette règle à la dernière élection législative de la province d'Anvers.

Hypothèse : les trois groupes ont fait la déclaration de solidarité.

Commençons par l'arrondissement de Malines.

Votes valables : 67,322.

Nombre de sièges : 4.

Chiffre répartiteur : $\frac{67,322}{4} = 16,830$

Liste socialiste, chiffre électoral : 3,950 voix.

Quotient électoral : $\frac{3,950}{16,830} = 0.23$

Liste libérale, chiffre électoral : 20,868 voix.

Quotient électoral : $\frac{20,868}{16,830} = 1.23.$

Liste catholique, chiffre électoral : 41,632 voix.

Quotient électoral : $\frac{41,632}{16,830} = 2.47.$

Élus d'emblée : 2 catholiques, 1 libéral.

1 siège reste disponible.

Le bureau d'arrondissement n'a d'autre mission que de constater le résultat et de le transmettre au bureau central avec le procès-verbal des opérations.

La répartition complémentaire des sièges et la proclamation définitive des élus se font par le bureau central au chef-lieu de la province.

Voici d'ailleurs le résultat du scrutin pour toute la province (1).

ARRONDISSEMENTS.	Suffrages émis par arrondissement.	Sièges à conférer.	Répartiteur local.	CATHOLIQUES.			LIBÉRAUX.			SOCIALISTES.			Sièges disponibles.	
				Chiffre électoral.	Quotient électoral.	Élus d'emblée.	Chiffre électoral.	Quotient électoral.	Élus d'emblée.	Chiffre électoral.	Quotient électoral.	Élus d'emblée.		
Aaers	165,903	15	12,761	82.878	6.49	6	65,541	5.13	5	16,722	1.31	1	1	
Malines	67,322	4	16,830	41,632	2.47	2	20,868	1.23	1	3,950	0.23		1	
Turnhout	47,843	3	15,947	38,795	2.43	2	9,048	0.56					1	
Total pour la province . .	281,068	20		163,305		10	95,437		6	20,672		1	3	

(1) Nous avons négligé les quelques centaines de voix des dissidents.

Voilà donc terminé le travail peu compliqué du bureau d'arrondissement. Le procès-verbal des opérations constatant le résultat de l'élection est transmis au bureau central siégeant au chef-lieu de la province et les membres de ce bureau, réunis le lendemain à midi prennent connaissance des documents et dressent le tableau que nous venons de transcrire.

Pour bien suivre les opérations qui incombent au bureau central, rappelons-nous d'abord la règle tracée par D'Hondt qui est à la base de notre régime proportionnel.

La répartition des sièges que les divers groupes politiques se disputent dans un collège électoral se fait en divisant le chiffre qui représente la force électorale de chaque groupe par 1 lorsqu'il s'agit de déterminer le sort du premier siège revenant au groupe, par 2 lorsqu'il s'agit du second siège, par 3 lorsqu'il s'agit du troisième et ainsi de suite.

L'attribution des sièges se fait en suivant l'ordre d'importance des quotients.

C'est de cette règle que le bureau va faire une double application.

A) Quotients généraux encore utilisables.

III. Le chiffre provincial d'un groupe fédéré est le total des voix qu'il a régulièrement recueillies dans toute l'étendue de la province.

Il sert de base à la répartition proportionnelle des mandats restés disponibles.

Le bureau détermine les quotients généraux encore utilisables de chaque groupe, comme aussi de chaque liste isolée, en divisant leur chiffre électoral total par 1, 2, 3, 4, 5. etc., mais en supprimant dans chaque série d'opérations les premiers diviseurs en nombre égal à celui des mandats qui lui sont déjà définitivement acquis.

Il range selon leur importance ces quotients généraux qui indiquent à chaque groupe et à chaque liste isolée l'ordre dans lequel ils vont être appelés à recueillir les sièges complémentaires.

Le chiffre électoral que le groupe catholique a recueilli dans toute la province est de : 165,305.

Ce groupe a obtenu d'emblée 10 élus.

Il faut donc dans l'opération supprimer les dix premières divisions et diviser le chiffre électoral par 11 : $\frac{165,305}{11} = 14,845$;

puis par 12 : $\frac{165,305}{12} = 13,608$.

En faisant de même pour les autres groupes, nous obtenons les quotients que voici, rangés par groupes et selon leur importance :

Catholiques.	Libéraux.	Socialistes.
11 ^e quot. 14,845 (i)	7 ^e quot. 13,656 (ii)	2 ^e quot. 10,356
11 ^e — 15,608 (iii)	8 ^e — 11,954	

Le premier des trois sièges disponibles revient donc au groupe catholique, le second revient au groupe libéral et le troisième encore doit être attribué au groupe catholique.

Mais ici se pose la question :

Dans quels arrondissements ces groupes vont-ils exercer leur droit?

C'est une question délicate que nous allons résoudre.

B. Les fractions locales non encore représentées.

Voici la deuxième application de la règle proportionnelle.

IV. — *Pour déterminer le droit éventuel de chacune des listes d'arrondissement au siège resté disponible, il faut diviser son quotient électoral local par le nombre de sièges qu'elle occuperait si le siège revendiqué lui était complètement attribué.*

En d'autres termes, il faut diviser son quotient électoral par 1 si la liste n'a pas encore obtenu de mandat, par 2 si la liste a déjà un mandat, par 3 si elle en a obtenu deux et ainsi de suite.

Il faut ensuite répartir proportionnellement l'unité que présente le siège disponible entre les nouveaux quotients ainsi trouvés, ce qui se fait en additionnant ces quotients et en divisant chacun d'eux par le total (1).

Les fractions ainsi réduites fixent la force locale non encore représentée de chaque liste et lui indiquent le rang qu'elle occupe encore dans son groupe.

Appliquons à l'arrondissement de Malines la règle que nous venons de transcrire :

La liste socialiste a un quotient électoral de 0.23; elle n'a point encore obtenu de siège : il faut donc diviser son quotient électoral par 1 : $\frac{0.23}{1} = 0.23$.

La liste libérale a déjà un siège ; il faut donc diviser son quotient électoral par 2 : $\frac{1.25}{2} = 0.61$.

La liste catholique a déjà deux mandats ; en divisant son quotient électoral par 3, nous trouvons : $\frac{2.47}{3} = 0.82$.

Si le siège disputé était partageable, il devrait être divisé en trois parts calculées proportionnellement sur la base de ces trois quantités fractionnaires : 0.23, 0.61 et 0.82.

Comme nous venons de le dire, ce calcul proportionnel s'opère en additionnant ces trois quotients et en divisant chacun d'eux par le total :

$$0.23 + 0.61 + 0.82 = 1.66.$$

(1) Pour respecter davantage l'autonomie régionale nous avons introduit dans le texte cette dernière disposition, mais nous tenons à faire remarquer que notre formule, même sans cette nouvelle disposition, résoud déjà irréfutablement le problème de la répartition générale.

La division de ces quotients par leur total donne :

$$\frac{0.23}{1.66} = 0.13, \text{ fraction socialiste ;}$$

$$\frac{0.61}{1.66} = 0.38, \text{ fraction libérale ;}$$

$$\frac{0.82}{1.66} = 0.49, \text{ fraction catholique.}$$

Preuve de l'opération : $0.13 + 0.38 + 0.49 = 1.$

Ce sont ces fractions locales, dont le total vaut l'unité, qui fixent le droit éventuel de chaque liste au mandat resté vacant et il va de soi que, s'il restait dans l'arrondissement plusieurs sièges disponibles, l'opération se renouvelerait après chaque attribution complémentaire, en tenant compte des mandats déjà attribués.

Voici d'ailleurs le tableau de ces fractions locales pour toute la province :

Groupe catholique.	Groupe libéral.	Groupe socialiste.
Turnhout. . . 0.59 ¹	Turnhout. . . 0.40 ⁹	Anvers. . . 0.26
Malines . . . 0.49	Malines . . . 0.38	Malines . . 0.13
Anvers. . . . 0.38	Anvers 0.35	

V. — *Le bureau appelle finalement les groupes et les listes isolées à recueillir les sièges complémentaires dans l'ordre de leurs quotients généraux et pour chacun de ces quotients appelés en ordre utile, il attribue au groupe ou à la liste isolée le siège resté disponible dans l'arrondissement où sa fraction locale non encore représentée se rapproche le plus de l'unité.*

L'opération se poursuit ainsi jusqu'à ce que tous les sièges restés vacants soient occupés.

Le plus fort quotient, 14,845, appartient au groupe catholique et l'arrondissement dans lequel la fraction locale du groupe — 0.59 — lui assure la priorité est l'arrondissement de Turnhout. Le bureau lui attribue le premier siège disponible dans cet arrondissement où toutes les places sont ainsi occupées.

Le second quotient, 13,636, appartient au groupe libéral; le siège disponible revient à l'arrondissement de Malines où la force électorale non encore représentée de ce groupe est exprimée par la fraction locale 0.38.

Et le troisième quotient, 13,608, appartient au groupe catholique, qui enlève le dernier mandat disponible à Anvers où sa fraction locale est 0.38.

Il nous reste à régler dans chaque liste le choix des élus par la disposition que voici, qui s'explique d'elle-même :

Les sièges attribués à une liste sont occupés définitivement par ses candidats effectifs et éventuellement par ses candidats suppléants et le bureau les proclame élus dans l'ordre fixé par les articles 265 et 266.

La dévolution des votes de liste se fait à concurrence du chiffre moyen d'éligibilité que le bureau fixe pour chaque liste en divisant son chiffre électoral par le nombre de sièges définitivement attribués.

Et voilà le problème résolu aussi complètement que le permettent les limites de la circonscription provinciale.

Sans doute, à cause de ces limites encore trop étroites dans lesquelles nous avons dû opérer, les déchets n'ont-ils pas entièrement disparu, mais ils ont été mathématiquement réduits à leur plus simple expression.

Y a-t-il une autre solution, d'une application plus pratique, traduisant plus exactement la volonté du corps électoral?

Si oui, c'est le moment de la formuler et de la produire.

C'est aussi le moment de faire place aux objections.

Nous entendons déjà les clameurs des adversaires irréductibles de l'idée qui nous est chère,

Ils nous diront :

Votre système favorise le fractionnement à l'infini des groupes politiques !

Il tend à faire élire des députés par des électeurs étrangers à la circonscription et qui ne connaissent même pas les candidats auxquels leur vote va profiter !

Ces objections-là, M. Cambier les a déjà rencontrées; on les fera toujours à chaque tentative d'amélioration de notre régime électoral. Elles s'attaquent au principe même de la représentation proportionnelle.

Si l'opinion publique se divise et se fractionne sur une question d'intérêt général, pourquoi ne pas laisser à la nuance que chaque fraction représente la faculté de se manifester librement et pourquoi ne pas lui reconnaître la part qui lui revient exactement dans l'exercice du pouvoir ?

Selon notre conception moderne du régime représentatif, l'électeur ne vote pas pour l'homme qui a sa confiance, mais pour l'idée que cet homme représente.

Le bulletin qu'il dépose dans l'urne en faveur du candidat préféré, c'est une manifestation de sympathie pour le programme politique, dont le candidat n'est que le porte-drapeau !

C'est d'ailleurs l'esprit dont s'est pénétrée la loi proportionnelle de 1899.

D'autres nous ont dit :

Votre formule est trop compliquée !

Vraiment ?

Mais pour qui trop compliquée ? Serait-ce pour les membres du bureau principal siégeant au chef-lieu de l'arrondissement ?

Une fois le dépouillement fait et le résultat du scrutin constaté, que reste-t-il à faire ? Presque rien : un calcul élémentaire d'arithmétique qui prendra dix minutes ?

Ou serait-ce pour les membres du bureau central siégeant au chef-lieu de la province que l'on trouve l'opération trop compliquée ?

De quoi s'agit-il en définitive ? De quelques additions, de quelques divisions, de l'attribution des sièges, en suivant à la fois l'ordre des quotients et celui des fractions locales !

Il n'y a vraiment là aucune sérieuse complication.

Nous avons soumis notre texte avec les chiffres à de jeunes élèves d'école moyenne, qui ont parfaitement compris et qui ont terminé les calculs pour la province d'Anvers en moins d'une demi-heure.

Mais il y a les électeurs et parmi eux les ignorants et les illettrés. C'est vrai. Mais si le mécanisme de notre méthode échappe au gros du corps électoral, du moins il y trouvera sa volonté fidèlement traduite.

C'est incontestable, et c'est l'essentiel.

Dans chaque région du pays chaque tendance de l'opinion publique sera représentée au Parlement par un nombre de députés correspondant au nombre d'unités de sa force locale réelle et dans l'ensemble de la grande circonscription provinciale, chaque groupement d'opinion, sérieusement représenté, prendra sa part du pouvoir dans la mesure de sa puissance et de son influence intégrales.

Et chaque parti politique, certain de n'avoir plus sa représentation faussée, pourra lutter seul pour la défense de son programme, pour l'honneur de son drapeau, avec une liberté entière, avec une absolue indépendance !

Ce serait parfait, si cette sage réforme pouvait étendre ses effets salutaires à tous les arrondissements appelés à renouveler simultanément leurs mandats !

C'est la proposition de M. Cambier.

On y arrivera un jour.

Le rapport de la section centrale sur notre proposition de loi électorale provinciale est une première étape dans la voie qui se dessine.

En attendant, nous vous soumettons notre proposition actuelle avec le légitime espoir qu'elle marquera une étape nouvelle et qu'elle sera sur le terrain de nos élections législatives le point de départ de l'incontestable progrès vers lequel se dirige l'opinion publique éclairée : la représentation proportionnelle loyalement et intégralement appliquée.

VICT. VAN DE WALLE.



PROPOSITION DE LOI

complétant le code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes sont ajoutées au code électoral :

Art. 152bis. — Lors de chaque renouvellement par moitié et lors de chaque renouvellement intégral des Chambres ou de l'une d'elles, le premier bureau du chef-lieu de la province fonctionne comme bureau central pour la répartition complémentaire des sièges dont il sera parlé au titre XI, art. 255bis, 266bis et suivants.

Art. 255bis. — Dans les cas prévus par l'article 152bis, les candidats présentés dans divers arrondissements d'une même province ont le droit de déclarer qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral.

Cette déclaration doit être signée par tous ceux qui y sont désignés; elle n'a d'effet que pour les listes dont les candidats effectifs et suppléants auront signé la déclaration.

Elle peut contenir désignation d'un témoin et d'un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau électoral central; les témoins doivent être électeurs pour la Chambre des Représentants dans l'arrondissement; néanmoins, les candidats peuvent être désignés

WETSVOORSTEL

tot aanvulling van het Kieswetboek en invoering van de evenredige verdeling der zetels voor de Wetgevende Kamers bij provinciale omschrijving.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan het Kieswetboek :

Art. 152bis. — Bij elke vernieuwing voor de helft en bij elke geheele vernieuwing van de Kamers of van ééne harer, werkt het eerste bureel der hoofdplaats van de provincie als hoofdbureel voor de aanvullende verdeling der zetels waarvan sprake is in titel XI, art. 255bis, 266bis en volgende.

Art. 255bis. — In de gevallen voorzien bij artikel 152bis hebben de kandidaten, voorgesteld in verschillende arrondissementen eener zelfde provincie, het recht te verklaren dat zij, met het oog op de verdeling der zetels, tot ééne kiesgroep behooren.

Deze verklaring moet worden ondertekend door al degene die daarin zijn aangewezen; zij heeft alleen uitwerking voor de lijsten waarvan de werkelijke en plaatsvervangende kandidaten de verklaring ondertekenden.

Zij mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen tot bijwoning van de verrichtingen van het hoofdkiesbureel; de getuigen moeten kiezer zijn voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, in het arrondissement; de kandidaten mogen echter worden aangewezen

comme témoins effectifs ou suppléants, même s'ils ne sont pas électeurs.

Art. 255ter. — La déclaration prévue par l'article 255bis doit être remise au président du bureau central aux lieux, jour et heure qu'il aura indiqués, au plus tard le cinquième jour après celui où les listes des candidats sont définitivement arrêtées par les bureaux principaux d'arrondissement; il en est délivré récépissé.

Le président arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes collectives et communique aux présidents des collèges d'arrondissement les listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Les présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes de l'arrondissement.

Art. 257bis. — Il sera également procédé à l'élection dans les cas prévus par les trois premiers alinéas de l'article 257, si les candidats d'une ou de plusieurs listes se réservent, dans l'acte d'acceptation, le droit de faire la déclaration prévue par l'article 255bis et l'ont effectivement faite dans le délai de l'article 255ter.

Art. 265. — Cet article est complété comme suit : Dans les arrondissements où aucun candidat n'a fait la déclaration prévue à l'article 255bis, le bureau principal divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. (le reste comme à l'article 265).

Art. 266bis. — Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration prévue par l'article 255bis, le bureau principal procède au recensement des voix et arrête le nombre des votes valables et, pour chacune des listes, le nombre des votes de liste, le nombre des votes nomi-

als werkelijke of plaatsvervangende getuigen, zelfs indien zij geen kiezer zijn.

Art. 255ter. — De verklaring, bij artikel 255bis voorzien, moet aan den voorzitter van het hoofdbureel worden afgegeven op de plaats, den dag en het uur door hem aangeduid, uiterlijk den vijftenden dag na dien waarop de kandidatenlijsten voorgoed zijn vastgesteld door de arrondissementshoofdbureelen; daarvan wordt ontvangbewijs afgegeven.

De voorzitter stelt onmiddellijk, in zijn van de getuigen, zoo er werden benoemd, de tabel der gezamenlijke lijsten vast en deelt mede aan de voorzitters der arrondissementscolleges de lijsten behelzende kandidaten van hunne omschrijving.

De voorzitters doen de lijsten onmiddellijk aanplakken in al de gemeenten van het arrondissement.

Art. 257bis. — Er wordt insgelijks tot de verkiezing overgegaan in de gevallen voorzien bij de eerste drie alinéas van artikel 257, wanneer de kandidaten van ééne of van meer lijsten zich, in de akte van aanneming, het recht voorbehouden de verklaring, voorzien bij artikel 255bis, te doen en deze werkelijk hebben gedaan binnen den termijn bedoeld in artikel 255ter.

Art. 265. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt : In de arrondissemten waar geen enkele kandidaat de verklaring, voorzien bij artikel 255bis, heeft gedaan, deelt het hoofdbureel achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. (het overige zooals in artikel 265).

Art. 266bis. — In de arrondissemten waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de verklaring, voorzien bij artikel 255bis, hebben afgelegd, gaat het hoofdbureel over tot de opneming der stemmen en stelt het getal geldige stemmen vast, alsmede, voor elke der lijsten, het getal stemmen op naam van elken der

natifs de chacun des candidats ainsi que le chiffre électoral de la liste en se conformant aux dispositions des articles 183, 184 et 260.

Le bureau détermine ensuite le chiffre répartiteur local en divisant le nombre des votes valables par le nombre de sièges à conférer dans l'arrondissement.

Il divise par ce répartiteur le chiffre électoral de chaque liste et fixe ainsi pour chacune d'elles son *quotient électoral local*.

Le chiffre des unités de ce quotient électoral indique à chaque liste le nombre de sièges qui lui sont déjà définitivement acquis.

La répartition complémentaire des mandats et la proclamation définitive des élus se font par le bureau central au chef-lieu de la province.

Art. 266ter. — Dans le cas prévu par l'article précédent, le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au président du bureau électoral central, les autres pièces étant seules envoyées au Greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat, conformément à l'article 193.

Art. 266quater. — Le bureau électoral central se réunit le lendemain de l'élection à midi.

Après avoir pris communication des procès-verbaux qui ont été adressés au président conformément à l'article 266ter, le bureau central arrête pour l'ensemble des arrondissements, dont les opérations électorales lui sont régulièrement soumises, le chiffre électoral total de chaque groupe, en additionnant les chiffres électoraux obtenus dans les divers arrondissements par les listes locales qui forment le groupe.

Le bureau détermine ensuite les *quotients généraux* encore utilisables de cha-

candidaten en het kiescijfer der lijst, hierbij in acht nemende de bepalingen der artikelen 183, 184 en 260.

Het bureel bepaalt vervolgens het plaatselijk verdeelend cijfer, het getal der geldige stemmen deelende door 't getal zetels, in het arrondissement toe te kennen.

Het deelt door dezen verdeeler het kiescijfer van elke lijst en bepaalt aldus voor elke harer het *plaatselijk kiesquotient*.

Het cijfer der eenheden van dit kiesquotient geeft voor elke lijst het getal zetels welke zij reeds bepaald heeft verkregen.

De aanvullende verdeeling der mandaten en de eindoproeping der verkozenen geschieden door het hoofdbureel, ter hoofdplaats van de provincie.

Art. 266ter. — In het geval voorzien bij het vorige artikel, wordt het proces-verbaal der verkiezing onmiddellijk gezonden aan den voorzitter van het kieshoofdbureel; alleen de overige stukken worden gestuurd aan den Griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat, overeenkomstig artikel 193.

Art. 266quater. — Het kieshoofdbureel vergadert daags na de verkiezing, 's middags.

Na inzage van de processen-verbaal die aan den voorzitter werden gezonden overeenkomstig artikel 266ter, bepaalt het hoofdbureel voor 't geheel der arrondissemerten, waarvan de kiesverrichtingen hem regelmatig zijn onderworpen, het totale kiescijfer van elke groep, bijeen tellende de kiescijfers, in de verschillende arrondissemerten verkregen door de plaatselijke lijsten welke de groep uitmaken.

Het bureel bepaalt vervolgens de nog bruikbare *algemeene quotients* van elke

que groupe et de chaque liste isolée, en divisant leur chiffre électoral total par 1, 2, 3, 4, 5, etc.; mais en supprimant dans chaque série d'opérations les premiers diviseurs en nombre égal à celui des mandats qui lui sont déjà définitivement acquis.

Il range selon leur importance ces quotients généraux qui indiquent à chaque groupe et à chaque liste isolée l'ordre dans lequel ils vont être appelés à recueillir les sièges complémentaires.

D'autre part, pour déterminer dans chaque arrondissement le droit éventuel de chacune des listes locales au siège disponible, le bureau divise son quotient électoral local par le nombre de sièges que la liste occuperait si le siège revêtu lui était complémentaiement attribué.

Il additionne les nouveaux quotients et divise chacun d'eux par le total.

Les fractions ainsi réduites fixent la force locale non encore représentée de chaque liste et lui indique le rang qu'elle occupe encore dans son groupe.

Le bureau appelle finalement les groupes et les listes isolées à recueillir les sièges complémentaires dans l'ordre de leurs quotients généraux et pour chacun de ces quotients appartenant à un groupe appelé en ordre utile, il attribue au groupe le siège resté disponible dans l'arrondissement où sa fraction locale non encore représentée se rapproche le plus de l'unité.

L'opération se poursuit ainsi jusqu'à ce que tous les sièges restés disponibles soient occupés.

Les sièges attribués à une liste sont occupés définitivement par ses candidats effectifs et éventuellement par ses candidats suppléants et le bureau les proclame élus dans l'ordre fixé par les articles 265 et 266.

La dévolution des votes de liste se fait

groupe en van elke afzonderlijke lijst, haar geheel kiescijfer deelende door 1, 2, 3, 4, 5, enz., doch met weglating, voor elke reeks verrichtingen, van een gelijk getal eerste deeleurs als door haar reeds mandaten voorgoed zijn verworven.

Het rangschikt, naar hunne belangrijkheid, deze algemeene quotienten welke, voor elke groep en voor elke afzonderlijke lijst, aanwijzen de orde waarin ze zijn geroepen de aanvullende zetels te verkrijgen.

Anderzijds, tot vaststelling in elk arrondissement van het gebeurlijk recht, voor elke der plaatselijke lijsten, op den beschikbaren zetel, deelt het bureel haar plaatselijk kiesquotient door 't getal zetels dat de lijst zou bekleeden indien de gevorderde zetel haar op aanvullende wijze werd toegekend.

Het telt de nieuwe quotienten bijeen en deelt elk hunner door het totaal.

De aldus verlaagde breuken bepalen de nog niet vertegenwoordigde plaatselijke sterkte van elke lijst en wijzen den rang aan dien zij nog in hare groep bekleedt.

Het bureel roept eindelijk de groepen en de afzonderlijke lijsten op tot de uitreiking der aanvullende zetels naar rang van hare algemeene quotienten en voor elk dezer quotienten, behoorend tot een in aanmerking komende groep, kent het aan deze groep den zetel toe die beschikbaar is gebleven in het arrondissement waar hare nog niet vertegenwoordigde plaatselijke breuk het meest de eenheid nabijkomt.

De verrichting wordt aldus voortgezet totdat al de beschikbaar gebleven zetels zijn bezet.

De zetels, aan een lijst toegekend, zijn voorgoed bezet door hare werkelijke kandidaten en, bij voorkomend geval, door hare plaatsvervangende kandidaten en het bureel roept dezen uit als verkozen in de orde bepaald door de artikelen 265 en 266.

De overdracht van de stemmen op lijst

à concurrence du chiffre moyen d'éligibilité que le bureau fixe pour chaque liste d'arrondissement en divisant son chiffre électoral par le nombre de sièges qui lui sont définitivement attribués.

Art. 266*quinto*. — Le résultat de ces opérations est proclamé publiquement. Le procès-verbal est transmis dans les deux jours au Greffier de la Chambre ou du Sénat, ainsi que les procès-verbaux que le bureau a reçus en vertu de l'article 266*ter*.

geschiedt tot het bedrag van het gemiddeld cijfer van verkiesbaarheid; het bureel bepaalt dit voor elke arrondissementslijst door haar kiescijfer te deelen door 't getal zetels die haar bepaald zijn toegekend.

Art. 266*quinto*. — De uitkomst van deze berekeningen wordt in 't openbaar afgekondigd. Het proces-verbaal wordt binnen twee dagen gestuurd aan den Griffier van de Kamer of van den Senaat, benevens de processen-verbaal, door het bureel ontvangen uit krachte van artikel 266*ter*.

Vict. VAN DE WALLE.

R. VAN DE VENNE.

Ernest NOLF.

Alb. THOORIS.

A. CLAES.

VEKEMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 NOVEMBER 1911.

Wetsvoorstel tot aanvulling van het Kieswetboek en invoering van de evenredige verdeling der zetels voor de Wetgevende Kamers bij provinciale omschrijving.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 22 Maart 1902 werd door den heer Felix Cambier, volksvertegenwoordiger van Gent, op het bureel der Kamer overgelegd een wetsvoorstel, waarbij algeheele evenredige vertegenwoordiging wordt toegepast op de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers.

De bedoeling was : « het werk, dat aanving met de wet van 29 December 1899, aan te vullen en het Parlement te maken tot eene wezenlijk juiste en nauwkeurige vertegenwoordiging van het kiezerskorps ».

« Ons kiesstelsel, zegde de heer Cambier, bleef in ruime mate onevenredig, en nog zijn de vroegere misbruiken maar voor de helft weggenomen. Om het volkomen te doen, de hervorming volledig te maken, stellen wij voor, op de wetgevende verkiezingen het vernuftig stelsel toe te passen, dat ons medelid, de heer Vandewalle, voor de provinciale verkiezingen aanbeval; deze formule levert volkomen nauwkeurige uitslagen op; ze werd goedgekeurd door het comiteit der Vereeniging tot hervorming der Evenredige Vertegenwoordiging, welke vereeniging volkomen vreemd blijft aan partijstrijd en eenvoudig beschouwenderwijze de verdiensten der haar onderworpen kiesstelsels onderzoekt. »

Negen jaren zijn verlopen sedert de heer Cambier zijn voorstel indiende en de gepastheid van eene dringend noodige hervorming kwam nog duidelijker uit door de ervaring, opgedaan in vijf verkiezingen.

Bij elke nieuwe proefneming rezen herhaalde klachten op, alsmede een steeds krachtiger verzet, in hoofdzaak steeds van denzelfden aard, want telkenmale steunde men op cijfers welker bewijskracht niemand kon betwisten.

Vijfmaal bleek uit den uitslag der stemming dat de leiding van het bewind in de hand der minderheid lag : wat wiskundig is bewezen, kan niet worden geloofheid en thans treft men in alle kringen onafhankelijke lieden aan, die slechts bezorgd om 's lands belang, oprecht verlangen de rechtvaardige, billijke hervorming welke het land op juiste wijze moet doen vertegenwoordigen en het bewind overmaakt aan de werkelijke meerderheid.

Wij achten het oogenblik gekomen om het voorstel van den heer Cambier opnieuw in te dienen en andermaal ons stelsel voor te dragen, de verworven ervaring ten nutte makend.

In den jongsten tijd vond de formule goeddoordachten bijval, zelfs in groepen die haar eerst slechts onthaalden met een voorzichtig voorbehoud.

Al werd door de Middenafdeeling, die ons jongste voorstel betreffende de provinciale verkiezingen onderzocht, de door ons voorgestelde eenige omschrijving van de hand gewezen, toch verklaarde de meerderheid zich voor de hervorming en werd het beginsel van onzen arbeid aangenomen.

Dit geeft mij de gelegenheid, hulde te brengen aan ons achtbaar medelid, den heer Mechelynck, die het stelsel met talent en volharding verdedigde en de vernuftige werking daarvan aantoonde door hoogst belangwekkende, op ordelijke wijze samengestelde tabellen.

Het denkbeeld ging voort; wellicht wordt het binnenkort aangenomen en toegepast op de samenstelling van de provinciale raden.

Doch, kan ons stelsel worden toegepast op de provinciale verkiezingen, met des te meer reden moet het worden toegepast op de verkiezingen voor de Kamers.

Het komt ons voor, dat de heer Cambier eene goede ingeving had, toen hij onze wijze van evenredige verdeling zoo ver mogelijk wilde uitstrekken door ze toe te passen op al de omschrijvingen des lands waar de mandaten gelijktijdig moeten worden vernieuwd.

Zóó wordt de minste afval en de meeste nauwkeurigheid in 's lands vertegenwoordiging verzekerd.

Ongetwijfeld is deze oplossing de beste en redematigste; wordt ze in de Kamer ter stemming gelegd, dan aarzelen wij niet, haar onze hartelijke toetreding te geven.

Er zijn echter, eensdeels, oprechte voorstanders van de algeheele evenredige vertegenwoordiging die wel met ons willen mergaan, doch stilstaan tegenover den hinderpaal dien ze meenen te zien in artikel 48 der Grondwet.

Trouwens, dit artikel bepaalt dat de samenstelling van de kiescolleges voor *elke provincie* wordt geregeld door de wet.

Die hinderpaal, door de Grondwet in den weg gesteld, schijnt ons niet onoverkomelijk en de heer Cambier heeft gelijk wanneer hij in zijne toelichting aantoonde dat de hinderpaal niet in aanmerking moet genomen worden. Toch moet, van die zijde, nog veel tegenstand uit den weg worden geruimd.

Anderdeels, hebben tal van onze partijgenooten ons aangeraden den tekst, welken wij de eer hebben u te onderwerpen, op te stellen in dezen zin dat ons stelsel slechts gelden zou voor de provinciale omschrijvingen.

Wij bevredigen ze, en, zoo wij u ons voorstel slechts in bijkomende orde onderwerpen, dan is het in de gegronde hoop dat het tot een goed eind moge komen.

*Het gestelde vraagstuk.
Uitbreiding van de omschrijvingen.*

Wanneer wordt uitgezien naar het middel tegen de kwaal waaraan ons kiesstelsel lijdt, dan doet zich dadelijk een eerste middel voor, namelijk de uitbreiding van de omschrijvingen.

Wordt tot de verdeeling der zetels overgegaan op grond van hoogere kiescijfers en in meer uitgestrekte omschrijvingen, dan komt men ongetwijfeld tot eene meer nauwkeurige, meer rechtvaardige verdeeling; daardoor wordt evenwel het gestelde vraagstuk niet volkomen opgelost.

Overigens, wij kunnen de bestaande gewestelijke afdeelingen niet wijzigen zonder aanleiding te geven tot erge geschillen, zonder te stuiten op de ernstige bezwaren waarop wij reeds hebben gewezen (1).

Wij achten dat men aan het plaatselijk kiezerskorps moet overlaten de rechtstreeksche keus van zijne lasthebbers, het best in staat om zijne behoeften en verlangens te begrijpen. Doch wij zeggen ook dat, al worden deze afdeelingen in stand gehouden, 's lands algemeene belangen niet mogen verwaarloosd worden; om ze te vrijwaren, moet men de werking van het heilzaam beginsel der evenredige vertegenwoordiging doen gelden buiten de enge grenzen van de huidige omschrijvingen.

Met andere woorden, men moet de zetels van vertegenwoordigers onder de verschillende schakeeringen der openbare meening verdeelen op billijke wijze, op grond van hare wezenlijke macht, zooals deze blijkt uit de cijfers der stemming en zóó dat de juiste evenredigheid wordt in acht genomen, zoowel onder de plaatselijke aanhangers der politieke partijen als onder deze partijen zelf, overal waar zij naar het bewind dingen, in de gewestelijke omschrijvingen evenals in de gansche uitgestrektheid der groote provinciale of nationale omschrijving.

Is het in deze richting dat gij wenscht de oplossing van het vraagstuk te vinden, dan zijn wij overtuigd dat gij onvermijdelijk onze formule moet aannemen.

Grondslag van het stelsel.

Er moet dus eene zeer uitgestrekte kiesomschrijving tot stand worden gebracht, uitgebreid genoeg opdat de toepassing van het beginsel van evenredigheid er niet tegen bezwaren stuit.

Opdat de verdeeling der zetels werkelijk rechtvaardig en billijk zij en overeenstemme met de echte gedachte van het kiezerskorps, door de stemming uitgedrukt, moet de algemeene verdeeling aan elke politieke partij, aan elke verbonden of zelfstandige groep eene vertegenwoordiging geven, die juist in verhouding is tot hare wezenlijke kiesmacht en moet het getal zetels, aan elke dier groepen toegekend in ieder arrondissement, eveneens in verhouding zijn tot hare plaatselijke kiesmacht.

(1) Zie de toelichting van ons wetsvoorstel betreffende de provinciale verkiezingen.

Dat is de uitslag dien men moet bekomen. Daartoe moet men ongetwijfeld in cijfers vaststellen, eenerzijds, de plaatselijke kiesmacht van elke lijst en, anderzijds, het gezamenlijk kiescijfer van elke verbonden groep en tevens het evenredig stelsel doen werken in dubbele richting, derwijze dat het steunt op beide grondslagen.

Men moet het gezamenlijk getal toe te kennen zetels evenredig verdeelen onder de verschillende politieke partijen naar gelang van dezer gezamenlijk kiescijfer, en, wanneer men het getal zetels kent, toekomende aan elke groep, moet men die zetels verdeelen onder de verschillende omschrijvingen waar de groep deelnam aan den strijd, naar evenredigheid, door in acht te nemen de plaatselijke kiesmacht welke die groep vertegenwoordigt in elke van die afzonderlijke omschrijvingen.

De berekening, op dit beginsel gegrond, zou reeds eene volstrekt nauwkeurige verdeling voor gevolg hebben. Wenschende evenwel eene toegaving te doen aan de gewestelijke zelfstandigheid, hebben wij onzen regel aangevuld door de volgende bepaling :

« Wanneer het kiesdividend, dat de plaatselijke kiesmacht eener groep aanwijst, een of meer eenheden bevat, staat elke eenheid gelijk met een zetel ; men kan dus onmiddellijk aan de plaatselijke lijst evenveel zetels toekennen als het kiesdividend dier lijst eenheden bevat. »

Die dadelijk begeven zetels moeten worden afgetrokken van het getal zetels welke aan de groep zullen toekomen.

Onze formule is u niet onbekend.

Wij zouden ons erbij kunnen bepalen, te verwijzen naar de toelichting van onze vroegere voorstellen. Doch die formule schijnt zoo onbetwistbaar aanspraak te hebben op uwe welwillendheid en de hervorming, welke zij bedoelt, schijnt ons zoo billijk en zoo heilzaam toe, dat wij het steeds nuttig werk achten, ze u uiteen te zetten uit het bijzonder standpunt van de provinciale omschrijving, welke wij in bijkomende orde hebben aangenomen.

De formule.

De heer Mechelynek merkte het terecht aan : ons stelsel brengt geen enkele wijziging noch in den vorm van den stembrief, noch in de wijze waarop de kiezer zijne stemming uitbrengt.

De verandering, die zich voor den kiezer zal voordoen, is eenvoudig deze :

I. — *Bij elke vernieuwing voor de helft of bij elke geheele vernieuwing van de Kamers of van ééne harer, werkt het eerste bureel der hoofdplaats van de provincie als hoofdbureel voor de aanvullende verdeling der zetels waarvan hierna sprake is.*

De candidaten, voorgesteld in verschillende arrondissementen eener zelfde provincie, hebben het recht te verklaren dat zij, met het oog op de verdeling der zetels, tot ééne kiesgroep behooren.

Overigens, onze tekst vermeldt de maatregelen tot het overmaken van de verklaring aan den voorzitter van het hoofdbureel en tot het bekendmaken, bij wijze van plakbrieven, van de gezamenlijke lijsten in al de gemeenten van het arrondissement.

Verder stemmen de kiezers zooals zij gewoon zijn te stemmen : op den stembrief, dien zij ontvangen om daarop hunne stemming uit te brengen, zijn enkel en alleen vermeld de namen der candidaten van het arrondissement, en, zoolang de stemming en de stemopneming duren, geschieden de verrichtingen volkomen op dezelfde wijze als met het bestaande stelsel.

Eerst na de stemopneming en wanneer het er om te doen is den uitslag der verkiezing af te kondigen, is er sprake van de veranderingen welke wij voorstellen en welke wij kortelijk in herinnering brengen.

II. Het plaatselijk verdeelend cijfer is voor het arrondissement de eenheidsmaat; men bekomt het door het geheel getal in het arrondissement geldig uitgebrachte stemmen te deelen door het getal zetels, aldaar toe te kennen.

Deelt men het kiescijfer eener lijst door dien verdeeler, dan bekomt men het kiesquotient dier lijst, dat hare kinsmacht in de omschrijving nauwkeurig bepaalt.

Het zal zijn ofwel eene breuk ofwel eene eenheid met breuk, zelden een zuiver eenheidsgetal.

Elke eenheid van dat quotient verleent onbetwistbaar een zetel en er bestaat geen reden hoegenaamd om dezen zetel niet terstond toe te kennen, m. a. w., onmiddellijk na de stemopneming waartoe wordt overgegaan, den dag der verkiezing, door het bureel zetelende ter hoofdplaats van het arrondissement.

Er zullen bijgevolg zooveel zetels aan iedere lijst bepaald toegekend worden als haar kiesquotient eenheden behelst.

Passen wij nu dezen regel toe op de jongste Kamerverkiezing in de provincie Antwerpen.

Wij veronderstellen dat de drie groepen de solidariteitsverklaring hebben ingediend.

Nemen wij eerst het arrondissement Mechelen.

Geldige stemmen : 67,522.

Getal zetels : 4.

Kiesdeeler : $\frac{67,522}{4} = 16,850$.

Socialistische lijst, kiescijfer : 3,950 stemmen.

Kiesquotient : $\frac{3,950}{16,850} = 0.23$.

Liberale lijst, kiescijfer : 20,868 stemmen.

Kiesquotient : $\frac{20,868}{16,850} = 1.23$.

Katholieke lijst, kiescijfer : 41,652.

Kiesquotient : $\frac{41,652}{16,850} = 2.47$.

Vooraf verkozen : 2 katholieken, 1 liberaal.

1 zetel blijft over.

Het arrondissementsbureel heeft geen andere zending dan den uitslag vast te stellen en dezen over te maken aan het hoofdbureel te gelijk met het proces-verbaal der kiesverrichtingen.

De aanvullende toekenning van de zetels en de eindelijke uitroeping van de verkozenen wordt gedaan door het hoofdbureel ter hoofdplaats van de provincie.

Overigens, zie hier den uitslag van de verkiezing voor de gehele provincie (1).

ARRONDISSEMENTEN	Uitgebrachte stemmen per arrondissement	Te begeven zetels	Plaatselijk verdeelend cijfer	KATHOLIEKEN			LIBERALEN			SOCIALISTEN			Beschikbare zetels.
				Kiescijfer	Kies- quotient	Bepaald gekozen	Kiescijfer	Kies- quotient	Bepaald gekozen	Kiescijfer	Kies- quotient	Bepaald gekozen	
Antwerpen.	165,903	13	12,761	82,878	6.49	6	65,541	5.13	5	16,722	1.34	1	1
Mechelen	67,322	4	16,830	41,632	2.47	2	20,868	1.23	1	3,950	0.23	—	1
Turnhout	47,843	3	15,947	38,795	2.43	2	9,048	0.56	—	—	—	—	1
Geheel bedrag voor de provincie	281,068	20		163,305		10	95,457		6	20,672		1	3

(1) Wij hebben geen rekening gehouden met eenige honderden stemme 1 aan dissidenten.

Het weinig ingewikkelde werk van het arrondissementsbureau is dus voltooid. Het proces-verbaal der kiesverrichtingen, dat den uitslag van de verkiezing vaststelt, wordt overgemaakt aan het hoofdbureau in de hoofdstad der provincie en de leden van dit bureau, den volgenden dag 's middags vergaderd, nemen kennis van de stukken en stellen bovengemelde tabel op.

Om de werkzaamheden, die aan het hoofdbureau zijn opgelegd, wel na te gaan, moeten wij eerst in herinnering brengen den regel van D'Hondt die de grondslag is van ons evenredig stelsel.

Om de zetels, die de verschillende politieke groepen van een kiescollege onderling betwisten, te verdeelen, deelt men het cijfer, dat de kieskracht van elke groep uitmaakt, door 1 om te weten welke groep den eersten zetel bemachtigt, door 2 voor den tweeden zetel, door 3 voor den derden zetel, enz.

De zetels worden begeben naar de orde van belangrijkheid der quotienten. Deze regel past het bureau tweevoudig toe.

A) Algemeene quotienten die nog te benuttigen zijn.

III. *Het provinciaal cijfer van een verbonden groep is het totaal der stemmen, welke deze groep regelmatig behaalde in de geheele provincie.*

Volgens dit cijfer wordt er overgegaan tot de evenredige verdeling van de beschikbaar gebleven zetels.

Het bureau bepaalt de algemeene nog bruikbare quotienten van elke groep, evenals van elke afzonderlijke lijst, door hun totaal kiescijfer te deelen door 1, 2, 3, 4, 5, enz., doch met weglating, in elke reeks verrichtingen, van evenveel eerste deelers als er reeds zetels aan die groep bepaald werden toegestaan.

Het rangschikt, naar hunne belangrijkheid, die algemeene quotienten, welke voor elke groep en voor elke afzonderlijke lijst de volgorde aangeven, waarin zij zullen geroepen worden om de bijgevoegde zetels in bezit te nemen.

Het kiescijfer der katholieke groep voor de geheele provincie is 163,305. Deze groep had terstond 10 gekozenen.

Bij de berekening moeten dus de eerste tien deelingen weggelaten worden en moet het kiescijfer worden gedeeld door 11 : $\frac{163,305}{11} = 14,845$;

Daarna door 12 : $\frac{163,305}{12} = 13,608$.

Gaat men op dezelfde wijze te werk voor de overige groepen, dan bekomen wij de volgende quotienten, gerangschikt per groep en volgens hunne hoegroothed :

<i>Katholieken.</i>	<i>Liberalen.</i>	<i>Socialisten.</i>
11 ^e quot. 14,845 (I)	7 ^e quot. 13,636 (II)	2 ^e quot. 10,356
12 ^e — 13,608 (III)	8 ^e — 11,934.	

De eerste der drie beschikbare zetels komt dan toe aan de katholieke groep, de tweede aan de liberale groep en de derde nogmaals aan de katholieke groep.

Doch hier rijst de vraag op : in welke arrondissementen zullen die groepen hun recht uitoefenen?

Dit netelig vraagstuk gaan wij oplossen.

B. De nog niet vertegenwoordigde plaatselijke breuken.

Ziehier de tweede toepassing van den evenredigen regel :

IV. *Om het eventueel recht van elke der arrondissementslijsten op den beschikbaren zetel vast te stellen, moet men haar plaatselijk kiesquotient deelen door het getal zetels dat zij zou bekleeden, indien de gevorderde zetel haar op aanvullende wijze werd toegekend.*

Met andere woorden, men moet haar kiesquotient deelen door 1, zoo de lijst nog geen mandaat behaalde, door 2 zoo de lijst reeds één mandaat heeft, door 3 zoo zij er twee heeft, enz.

Vervolgens moet de eenheid, die de beschikbare zetel vertegenwoordigt, onder de nieuwe aldus gevonden quotienten verdeeld worden, wat geschiedt door het optellen van die quotienten en de deeling van elk hunner door het totaal (1).

De aldus herleide breuken bepalen de nog niet vertegenwoordigde plaatselijke sterkte van elke lijst en wijzen den rang aan, dien zij nog in hare groep bekleedt.

Passen wij dezen regel toe op het arrondissement Mechelen :

De socialistische lijst heeft een kiesquotient van 0.23; zij bekwam nog geen zetel; haar kiesquotient moet dus gedeeld worden door 1 : $\frac{0.23}{1} = 0.23$.

De liberale lijst heeft reeds een zetel; haar kiesquotient moet dus gedeeld worden door 2 : $\frac{1.25}{2} = 0.61$.

De katholieke lijst heeft reeds twee mandaten; deelen wij haar kiesquotient door 3, dan bekomen wij $\frac{2.47}{3} = 0.82$.

Moest de betwiste zetel verdeelbaar zijn, dan zou hij moeten in drie deelen verdeeld worden, evenredig berekend op grondslag van deze drie breuken : 0.23, 0.61 en 0.82.

Wij zegden het reeds, tot deze evenredige berekening wordt overgegaan door die drie quotienten samen te tellen en elk hunner te deelen door het totaal :

$$0.23 \times 0.61 \times 0.82 = 1.66.$$

De deeling van die quotienten door hun totaal geeft :

$$\frac{0.23}{1.66} = 0.13, \text{ socialistische breuk ;}$$

(1) Wij hebben deze laatste bepaling in den tekst opgenomen om de zelfstandigheid der streek meer te eerbiedigen, maar wij stellen er prijs op, aan te merken dat onze formule, zelfs zonder deze nieuwe bepaling, het vraagstuk der *algemeene verdeling* op onberispelijke wijze oplost.

$$\frac{0.61}{1.66} = 0.38, \text{ liberale breuk;}$$

$$\frac{0.82}{1.66} = 0.49, \text{ katholieke breuk.}$$

Proef op de som : $0.13 + 0.38 + 0.49 = 1$.

Die plaatselijke breuken, welker totaal gelijk is aan 1, stellen het eventueel recht vast van elke lijst op het beschikbaar gebleven mandaat, en het spreekt van zelf dat, zoo in het arrondissement verschillende zetels beschikbaar bleven, de berekening opnieuw zou moeten geschieden na elke aanvullende toekenning, mits men rekening houdt met de reeds toegekende zetels.

Overigens, zie hier de tabel van die plaatselijke breuken voor de geheele provincie :

Katholieke groep.		Liberaal groep.		Socialistische groep.	
Turnhout . . .	0.59 ¹	Turnhout . . .	0.40 ⁰	Antwerpen . . .	0.26
Mechelen . . .	0.49	Mechelen . . .	0.38	Mechelen . . .	0.13
Antwerpen . . .	0.38	Antwerpen . . .	0.35		

V. Het bureel roept eindelijk de groepen en de afzonderlijke lijsten op tot de uitreiking der aanvullende zetels naar rang van hare algemeene quotienten en voor elk dezer quotienten, behoorend tot eene in aanmerking komende groep, kent het aan deze groep den zetel toe die beschikbaar is gebleven in het arrondissement waar hare nog niet vertegenwoordigde plaatselijke breuk het meest de eenheid nabijkomt.

De verrichting wordt aldus voortgezet totdat al de beschikbaar gebleven zetels zijn bezet.

Het hoogste quotient, 14,845, komt toe aan de katholieke groep en het arrondissement, waar de plaatselijke breuk der groep — 0.59 — haar den voorrang geeft, is het arrondissement Turnhout. Het bureel kent haar den eerstkomenden beschikbaren zetel toe in dit arrondissement waar dusdoende al de plaatsen bezet zijn.

Het tweede quotient, 13,636, behoort aan de liberale groep; de beschikbare zetel wordt toegekend aan het arrondissement Mechelen waar de nog niet vertegenwoordigde kiesmacht van deze groep wordt uitgedrukt door de plaatselijke breuk : 0.38.

Aan de katholieke groep behoort het derde quotient, 13,608, waarbij haar wordt toegekend de laatste beschikbare zetel voor Antwerpen, waar hare plaatselijke breuk 0.38 bedraagt.

Nu moeten wij nog, voor elke lijst, de aanwijzing der verkozenen regelen door de volgende bepaling die niet behoeft verklaard te worden :

De zetels, aan eene lijst toegekend, zijn voorgoed bezet door hare werkelijke kandidaten en, bij voorkomend geval, door hare plaatsvervangende kandidaten en het bureel roept dezen uit als verkozen in de orde bepaald door de artikelen 265 en 266.

De overdracht van de stemmen op lijst geschiedt tot het bedrag van het gemiddeld cijfer van verkiesbaarheid; het bureel bepaalt dit voor elke arrondissement-slijst door haar kiescijfer te deelen door 't getal zetels die haar bepaald zijn torgekend.

En zóó is het vraagstuk opgelost zoo volledig als de grenzen der provinciale omschrijving het veroorloven.

Daar die gronden, binnen welke wij het stelsel moesten toepassen, nog te eng zijn, zullen er ongetwijfeld nog stemmen verloren gaan, doch dit verlies werd stelselmatig verminderd tot het uiterste.

Is er eene andere oplossing, die practischer is in de toepassing en waarbij de wilsuiting van het kiezerskorps nauwkeuriger wordt weergegeven?

Zoo ja, dan dient het thans te worden voorgelegd en uiteengezet.

Thans ook dient te worden geantwoord op de aangevoerde bezwaren.

Reeds hooren wij de niet over te halen tegenstrevers oprijzen tegen het ons duurzame stelsel.

Zij zullen zeggen :

Uw stelsel bevoordert het eindeloos verbrokkelen van de politieke groepeeringsen !

Het heeft voor gevolg, volksvertegenwoordigers te doen benoemen door kiezers die vreemd zijn aan de omschrijving en die de candidaten, aan wie hunne stem gaat ten goede komen, zelfs niet kennen.

De heer Cambier heeft op deze bezwaren reeds geantwoord; bij elke poging tot verbetering van ons kiesstelsel zal men die bezwaren aanvoeren. Ze zijn gericht tegen het beginsel zelf van de evenredige vertegenwoordiging.

Waarom, zoo de openbare meening het niet ééns is en verdeeld is over een vraagstuk van algemeen belang, waarom zou men aan elke fractie, die eene verschillende zienswijze voorstaat, niet de vrijheid erkennen om die zienswijze vrijelijk te uiten? Waarom zou men haar niet toekennen het juiste aandeel dat haar toekomt in de uitoefening van de macht?

Volgens onze moderne opvatting van het vertegenwoordigende stelsel, brengt de kiezer zijne stemming uit niet ten gunste van den persoon die zijn vertrouwen heeft, doch van de gedachte, door dezen persoon vertegenwoordigd.

De stembrief, dien hij in de stembus werpt ten bate van den candidaat die zijne voorkeur heeft, is eene uiting van sympathie ten gunste van het politiek programma, door dezen candidaat voorgestaan !

Van dezen geest werd trouwens de wet van 1899 op de evenredige vertegenwoordiging doordrongen.

Anderen hebben ons gezegd :

Uwe formule is te ingewikkeld.

Zou het dan toch wel zóó zijn?

Voor wien toch is zij te ingewikkeld? Voor de leden van het hoofdbureel, dat zetelt in de hoofdplaats van het arrondissement?

Is de stemopneming afgelopen en werd de uitslag der stemming vastgesteld, wat blijft er dan nog te doen? Schier niets : eene hoogst eenvoudige berekening die tien minuten tijds zal vragen !

Of zou men de verrichting te ingewikkeld achten voor de leden van het hoofdbureel dat zetelt in de hoofdplaats van de provincie?

Wat valt er eigenlijk te doen? Enkele optellingen, enkele deelingen, het toekennen van de zetels naar de orde der quotienten en tevens naar die der plaatselijke breuken!

Voorwaar, van ernstige verwikkeling kan hier geen sprake zijn.

Onzen tekst en onze cijfers hebben wij voorgelegd aan jonge leerlingen van de middelbare school : zij hebben de zaak ten volle verstaan en, binnen minder dan een halfuur, de berekeningen voor de provincie Antwerpen voltrokken.

Doch, men dient ook nog de kiezers en, onder dezen, de onwetenden en de ongeletterden in aanmerking te nemen. Dat ontkennen wij niet. Zoo echter de werking van ons stelsel aan het grootste deel van het kiezerskorps ontsnapt, niettemin zal het vaststellen dat het zijn wil trouw weergeeft.

Dat is onbetwistbaar, en dat is ook de hoofdzaak.

In elke streek van het land zal elke richting van de openbare meening vertegenwoordigd zijn in het Parlement door een getal leden, overeenstemmende met het getal eenheden van hare werkelijke plaatselijke macht en, in de geheele uitgestrektheid der provinciale omschrijving, zal elke ernstig vertegenwoordigde groep haar aandeel in het gezag hebben volgens de hoegroothed van hare volle macht en invloed.

Elke politieke partij, er zeker van zijnde dat hare vertegenwoordiging zal overeenstemmen met den werkelijken toestand, zal in volle vrijheid, met eene volstrekte zelfstandigheid, afzonderlijk kunnen strijden voor de verdediging van haar programma en voor de eer van hare vlag!

Dit stelsel ware volmaakt, zoo de heilzame uitwerking van deze wijze hervorming zich kon uitstrekken tot al de arrondissementen, waar de leden der Wetgevende Kamers te gelijker tijd en opnieuw moeten verkozen worden.

Dat is het voorstel van den heer Cambier.

Eenmaal zal het werkelijkheid worden.

Het verslag, door de Middenafdeeling uitgebracht over ons wetsvoorstel betreffende de provinciale verkiezingen, is een eerste stap vooruit op de baan die wordt afgebakend.

Intusschen leggen wij u ons voorstel voor, in de gegronde hoop dat het een nieuwe stap vooruit zijn zal en op het gebied van de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers het uitgangspunt worde van den onbetwistbaren vooruitgang naar welken de verlichte volksmeening zich wendt : de eerlijke en onverkorte toepassing van de evenredige vertegenwoordiging.

VICT. VAN DE WALLE.



PROPOSITION DE LOI

complétant le code électoral et opérant la répartition proportionnelle des sièges législatifs par circonscription provinciale.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes sont ajoutées au code électoral :

Art. 152bis. — Lors de chaque renouvellement par moitié et lors de chaque renouvellement intégral des Chambres ou de l'une d'elles, le premier bureau du chef-lieu de la province fonctionne comme bureau central pour la répartition complémentaire des sièges dont il sera parlé au titre XI, art. 255bis, 256bis et suivants.

Art. 255bis. — Dans les cas prévus par l'article 152bis, les candidats présentés dans divers arrondissements d'une même province ont le droit de déclarer qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral.

Cette déclaration doit être signée par tous ceux qui y sont désignés; elle n'a d'effet que pour les listes dont les candidats effectifs et suppléants auront signé la déclaration.

Elle peut contenir désignation d'un témoin et d'un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau électoral central; les témoins doivent être électeurs pour la Chambre des Représentants dans l'arrondissement; néanmoins, les candidats peuvent être désignés

WETSVOORSTEL

tot aanvulling van het Kieswetboek en invoering van de evenredige verdeling der zetels voor de Wetgevende Kamers bij provinciale omschrijving.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan het Kieswetboek :

Art. 152bis. — Bij elke vernieuwing voor de helft en bij elke geheele vernieuwing van de Kamers of van ééne harer, werkt het eerste bureel der hoofdplaats van de provincie als hoofdbureel voor de aanvullende verdeling der zetels waarvan sprake is in titel XI, art. 255bis, 256bis en volgende.

Art. 255bis. — In de gevallen voorzien bij artikel 152bis hebben de kandidaten, voorgesteld in verschillende arrondissementen eener zelve provincie, het recht te verklaren dat zij, met het oog op de verdeling der zetels, tot ééne kiesgroep behooren.

Deze verklaring moet worden ondteekend door al degene die daarin zijn aangewezen; zij heeft alleen uitwerking voor de lijsten waarvan de werkelijke en plaatsvervangende kandidaten de verklaring ondteekenden.

Zij mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen tot bijwoning van de verrichtingen van het hoofdkiesbureel; de getuigen moeten kiezer zijn voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, in het arrondissement; de kandidaten mogen echter worden aangewezen.

comme témoins effectifs ou suppléants, même s'ils ne sont pas électeurs.

Art. 255ter. — La déclaration prévue par l'article 255bis doit être remise au président du bureau central aux lieux, jour et heure qu'il aura indiqués, au plus tard le cinquième jour après celui où les listes des candidats sont définitivement arrêtées par les bureaux principaux d'arrondissement; il en est délivré récépissé.

Le président arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes collectives et communique aux présidents des collèges d'arrondissement les listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Les présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes de l'arrondissement.

Art. 257bis. — Il sera également procédé à l'élection dans les cas prévus par les trois premiers alinéas de l'article 257, si les candidats d'une ou de plusieurs listes se réservent, dans l'acte d'acceptation, le droit de faire la déclaration prévue par l'article 255bis et l'ont effectivement faite dans le délai de l'article 255ter.

Art. 263. — Cet article est complété comme suit : Dans les arrondissements où aucun candidat n'a fait la déclaration prévue à l'article 255bis, le bureau principal divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc. (le reste comme à l'article 263).

Art. 266bis. — Dans les arrondissements où les candidats d'une ou de plusieurs listes ont fait la déclaration prévue par l'article 255bis, le bureau principal procède au recensement des voix et arrête le nombre des votes valables et, pour chacune des listes, le nombre des votes de liste, le nombre des votes nomi-

als werkelijke of plaatsvervangende getuigen, zelfs indien zij geen kiezer zijn.

Art. 255ter. — De verklaring, bij artikel 255bis voorzien, moet aan den voorzitter van het hoofdbureel worden afgegeven op de plaats, den dag en het uur door hem aangeduid, uiterlijk den vijftenden dag na dien waarop de candidatenlijsten voorgoed zijn vastgesteld door de arrondissementshoofdbureelen; daarvan wordt ontvangstbewijs afgegeven.

De voorzitter stelt onmiddellijk, in bijzijn van de getuigen, zoo er werden benoemd, de tabel der gezamenlijke lijsten vast en deelt mede aan de voorzitters der arrondissementscolleges de lijsten behelzende kandidaten van hunne omschrijving.

De voorzitters doen de lijsten onmiddellijk aanplakken in al de gemeenten van het arrondissement.

Art. 257bis. — Er wordt insgelijks tot de verkiezing overgegaan in de gevallen voorzien bij de eerste drie alinea's van artikel 257, wanneer de kandidaten van ééne of van meer lijsten zich, in de akte van aanneming, het recht voorbehouden de verklaring, voorzien bij artikel 255bis, te doen en deze werkelijk hebben gedaan binnen den termijn bedoeld in artikel 255ter.

Art. 263. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt : In de arrondissements waar geen enkele kandidaat de verklaring, voorzien bij artikel 255bis, heeft gedaan, deelt het hoofdbureel achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz. (het overige zooals in artikel 263).

Art. 266bis. — In de arrondissements waar de kandidaten van ééne of van meer lijsten de verklaring, voorzien bij artikel 255bis, hebben afgelegd, gaat het hoofdbureel over tot de opneming der stemmen en stelt het getal geldige stemmen vast, alsmede, voor elke der lijsten, het getal stemmen op naam van elken der

natifs de chacun des candidats ainsi que le chiffre électoral de la liste en se conformant aux dispositions des articles 183, 184 et 260.

Le bureau détermine ensuite le chiffre répartiteur local en divisant le nombre des votes valables par le nombre de sièges à conférer dans l'arrondissement.

Il divise par ce répartiteur le chiffre électoral de chaque liste et fixe ainsi pour chacune d'elles son *quotient électoral local*.

Le chiffre des unités de ce quotient électoral indique à chaque liste le nombre de sièges qui lui sont déjà définitivement acquis.

La répartition complémentaire des mandats et la proclamation définitive des élus se font par le bureau central au chef-lieu de la province.

Art. 266ter. — Dans le cas prévu par l'article précédent, le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au président du bureau électoral central, les autres pièces étant seules envoyées au Greffier de la Chambre des Représentants ou du Sénat, conformément à l'article 193.

Art. 266quater. — Le bureau électoral central se réunit le lendemain de l'élection à midi.

Après avoir pris communication des procès-verbaux qui ont été adressés au président conformément à l'article 266ter, le bureau central arrête pour l'ensemble des arrondissements, dont les opérations électorales lui sont régulièrement soumises, le chiffre électoral total de chaque groupe, en additionnant les chiffres électoraux obtenus dans les divers arrondissements par les listes locales qui forment le groupe.

Le bureau détermine ensuite les *quotients généraux* encore utilisables de cha-

candidaten en het kiescijfer der lijst, hierbij in acht nemende de bepalingen der artikelen 183, 184 en 260.

Het bureel bepaalt vervolgens het plaatselijk verdeelend cijfer, het getal der geldige stemmen deelende door 't getal zetels, in het arrondissement toe te kennen.

Het deelt door dezen verdeeler het kiescijfer van elke lijst en bepaalt aldus voor elke harer het *plaatselijk kiesquotient*.

Het cijfer der eenheden van dit kiesquotient geeft voor elke lijst het getal zetels welke zij reeds bepaald heeft verkregen.

De aanvullende verdeeling der mandaten en de eindoproeping der verkozenen geschieden door het hoofdbureel, ter hoofdplaats van de provincie.

Art. 266ter. — In het geval voorzien bij het vorige artikel, wordt het proces-verbaal der verkiezing onmiddellijk gezonden aan den voorzitter van het kieshoofdbureel; alleen de overige stukken worden gestuurd aan den Griffier van de Kamer der Volksvertegenwoordigers of van den Senaat, overeenkomstig artikel 193.

Art. 266quater. — Het kieshoofdbureel vergadert daags na de verkiezing, 's middags.

Na inzage van de processen-verbaal die aan den voorzitter werden gezonden overeenkomstig artikel 266ter, bepaalt het hoofdbureel voor 't geheel der arrondissemerten, waarvan de kiesverrichtingen hem regelmatig zijn onderworpen, het totale kiescijfer van elke groep, bijeen tellende de kiescijfers, in de verschillende arrondissemerten verkregen door de plaatselijke lijsten welke de groep uitmaken.

Het bureel bepaalt vervolgens de nog bruikbare *algemeene quotienten* van elke

que groupe et de chaque liste isolée, en divisant leur chiffre électoral total par 1, 2, 3, 4, 5, etc., mais en supprimant dans chaque série d'opérations les premiers diviseurs en nombre égal à celui des mandats qui lui sont déjà définitivement acquis.

Il range selon leur importance ces quotients généraux qui indiquent à chaque groupe et à chaque liste isolée l'ordre dans lequel ils vont être appelés à recueillir les sièges complémentaires.

D'autre part, pour déterminer dans chaque arrondissement le droit éventuel de chacune des listes locales au siège disponible, le bureau divise son quotient électoral local par le nombre de sièges que la liste occuperait si le siège revendiqué lui était complémentirement attribué.

Il additionne les nouveaux quotients et divise chacun d'eux par le total.

Les fractions ainsi réduites fixent la force locale non encore représentée de chaque liste et lui indique le rang qu'elle occupe encore dans son groupe.

Le bureau appelle finalement les groupes et les listes isolées à recueillir les sièges complémentaires dans l'ordre de leurs quotients généraux et pour chacun de ces quotients appartenant à un groupe appelé en ordre utile, il attribue au groupe le siège resté disponible dans l'arrondissement où sa fraction locale non encore représentée se rapproche le plus de l'unité.

L'opération se poursuit ainsi jusqu'à ce que tous les sièges restés disponibles soient occupés.

Les sièges attribués à une liste sont occupés définitivement par ses candidats effectifs et éventuellement par ses candidats suppléants et le bureau les proclame élus dans l'ordre fixé par les articles 265 et 266.

La dévolution des votes de liste se fait

groep en van elke afzonderlijke lijst, haar geheel kiescijfer deelende door 1, 2, 3, 4, 5, enz., doch met weglating, voor elke reeks verrichtingen, van een gelijk getal eerste deeler als door haar reeds mandaten voorgoed zijn verworven.

Het rangschikt, naar hunne belangrijkheid, deze algemeene quotienten welke, voor elke groep en voor elke afzonderlijke lijst, aanwijzen de orde waarin ze zijn geroepen de aanvullende zetels te verkrijgen.

Anderzijds, tot vaststelling in elk arrondissement van het gebeurlijk recht, voor elke der plaatselijke lijsten, op den beschikbaren zetel, deelt het bureel haar plaatselijk kiesquotient door 't getal zetels dat de lijst zou bekleeden indien de gevorderde zetel haar op aanvullende wijze werd toegekend.

Het telt de nieuwe quotienten bijeen en deelt elk hunner door het totaal.

De aldus verlaagde breuken bepalen de nog niet vertegenwoordigde plaatselijke sterkte van elke lijst en wijzen den rang aan dien zij nog in hare groep bekleedt.

Het bureel roept eindelijk de groepen en de afzonderlijke lijsten op tot de uitreiking der aanvullende zetels naar rang van hare algemeene quotienten en voor elk dezer quotienten, behoorend tot een in aanmerking komende groep, kent het aan deze groep den zetel toe die beschikbaar is gebleven in het arrondissement waar hare nog niet vertegenwoordigde plaatselijke breuk het meest de eenheid nabijkomt.

De verrichting wordt aldus voortgezet totdat al de beschikbaar gebleven zetels zijn bezet.

De zetels, aan een lijst toegekend, zijn voorgoed bezet door hare werkelijke kandidaten en, bij voorkomend geval, door hare plaatsvervangende kandidaten en het bureel roept dezen uit als verkozen in de orde bepaald door de artikelen 265 en 266.

De overdracht van de stemmen op lijst

à concurrence du chiffre moyen d'éligibilité que le bureau fixe pour chaque liste d'arrondissement en divisant son chiffre électoral par le nombre de sièges qui lui sont définitivement attribués.

Art. 266quinto. — Le résultat de ces opérations est proclamé publiquement. Le procès-verbal est transmis dans les deux jours au Greffier de la Chambre ou du Sénat, ainsi que les procès-verbaux que le bureau a reçus en vertu de l'article 266ter.

geschiedt tot het bedrag van het gemiddeld cijfer van verkiesbaarheid; het bureel bepaalt dit voor elke arrondissementslijst door haar kiescijfer te deelen door 't getal zetels die haar bepaald zijn toegekend.

Art. 266quinto. — De uitkomst van deze berekeningen wordt in 't openbaar afgekondigd. Het proces-verbaal wordt binnen twee dagen gestuurd aan den Griffier van de Kamer of van den Senaat, benevens de processen-verbaal, door het bureel ontvangen uit krachte van artikel 266ter.

VICT. VAN DE WALLE.

R. VAN DE VENNE.

ERNEST NOLF.

ALB. THOORIS

A. CLAES.

VEREMANS.